



Strasbourg, le 16 octobre 2018

Objet : Évaluations nationales

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le protocole d'évaluation CP-CE1 a exigé de la part des collègues du 1^{er} degré une fastidieuse saisie des résultats élèves, qui a mis à mal nombre de nos collègues. Ce travail administratif ne relevant pas du champ de compétence des professeurs des écoles, nous nous interrogeons sur la considération de notre institution pour le métier de professeur des écoles.

De plus, les outils numériques imposés dysfonctionnent massivement, créant du stress et une fatigue inutiles : serveur saturé, bugs récurrents, disparition définitive des données saisies. Nous ne pouvons accepter que l'inopérance d'un logiciel accroisse les risques psycho-sociaux des collègues concernés. Dans ce contexte anxiogène, des collègues ont « jeté l'éponge », parce qu'ils ont rempli leurs cases de 2 à 4 h du matin, avant d'abandonner, finalement, face aux dysfonctionnements majeurs du logiciel.

Convaincus de l'intérêt que vous portez au climat et aux conditions de travail dans notre académie où la détection des risques psycho-sociaux des agents est une priorité, nous vous demandons de ne prendre aucune mesure de sanction à l'encontre de ces collègues. Nous espérons pouvoir compter sur la bienveillance et le bon sens des inspecteurs.trices de Éducation nationale, pour que priment leurs missions d'accompagnement pédagogique sur une quelconque mise au pas autoritariste de nos collègues.

Dans le cas contraire, nos organisations syndicales, dans l'unité, accompagneront tous les collègues qui pourraient être inquiétés par leur hiérarchie.

D'un point de vue plus global, nous ne pouvons accepter que soit engagée une culture autoritaire de l'évaluation.

Telles qu'elles sont conçues, ces évaluations nationales aux objectifs ambigus ne répondent ni aux besoins des élèves, ni à une évaluation efficiente de leurs acquis, ni à la prise en compte de la nécessaire relation de confiance enseignants/élèves, ni au respect de la liberté pédagogique de nos collègues qui savent fort bien, parce que c'est le cœur de leur métier, évaluer eux-mêmes et dès la rentrée, afin d'identifier les besoins de leurs élèves.

Ces évaluations standardisées réduisent le travail des enseignants à une simple fonction administrative d'exécution en contradiction totale avec la confiance affichée publiquement de manière récurrente par le Ministre de l'Éducation Nationale. Qui plus est, les enseignants de notre pays, parce qu'ils sont professionnels, n'ont pas besoin d'une machine pour

analyser les réponses et concevoir des remédiations. Exiger d'eux ce travail inutile et chronophage, c'est leur faire insulte en niant leur intelligence et leur sérieux.

Nous nous inquiétons également de l'utilisation de la collecte des données, de leur interprétation et des conséquences annoncées par nombre de circonscriptions bas-rhinoises dans le futur pilotage pédagogique des écoles.

Les organisations syndicales représentatives du Bas-Rhin

SNUDI-FO, SNUipp-FSU, Sgen-CFDT, SE-Unsa